

***La politique étrangère de Hodja et l'isolement de l'Albanie:
la fidélité à l'utopie ou le national-communisme***

L'Albanie de la Seconde Guerre mondiale ne laisse en rien présager l'instauration d'un régime communiste. En effet, ce pays des Balkans est le plus arriéré de toute l'Europe, les survivances féodales y sont encore fortement prononcées et la structure sociale y est aussi très anachronique, composée de paysans, généralement analphabètes, et de quelques propriétaires terriens. Il n'y a pas de classe ouvrière. On n'y trouve ni industrie ni usines ni voirie ni chemin de fer. En somme, l'Albanie est encore très loin de la société capitaliste et industrialisée que Marx déterminait comme prérequis à la transition d'un pays au socialisme puis au communisme. Mais, surtout, à la veille de la guerre, l'Albanie est le seul pays d'Europe où il n'y ait pas de réel Parti communiste¹. Dès lors, la prise du pouvoir par les forces du mouvement de libération nationale en 1944, et l'instauration d'un régime communiste en Albanie, constitue un important paradoxe historique.

Le particularisme de la situation albanaise ne se limite pourtant pas au fait que, en tant que dernier candidat qualifié pour le communisme, le Parti communiste se soit malgré tout imposé en Albanie, mais c'est aussi qu'elle ne s'est, par la suite, jamais comportée comme les autres pays d'Europe de l'Est. L'Albanie de Enver Hodja représente effectivement une voix dissidente en Europe communiste et, sur bon nombre d'enjeux et de développements, le régime albanais se situe à part du reste du monde communiste. L'Albanie est ainsi la seule qui soit restée fidèle aux pratiques stalinistes, instaurant alors un régime totalitaire, voire tyrannique, où les purges et les épurations furent nombreuses, un État fortement centralisé, et un pouvoir refusant de libéraliser ses politiques. Le Parti travailliste albanais est également le seul parti communiste à avoir institutionnalisé l'athéisme, et ce, dans le cadre d'une société fortement traditionnelle, au sein d'une population à grande majorité musulmane. Bref, unique pays musulman à adopter le communisme, l'Albanie reste isolée du reste du continent sur les plans idéologique, politique, et sur de nombreux autres aspects culturels², en raison du caractère exceptionnellement orthodoxe et doctrinaire du

¹ Sonia Combe et Ivaylo Ditchev (dir.) (1996), *Albanie utopie*, p. 42.

² Peter R. Prifti (1978), *Socialist Albania since 1944. Domestic and Foreign Developments*, p. 22.

régime de Hodja. L'Oncle Enver n'affirme-t-il pas, en 1961, que «nous autres, Albanais, préférons rester sans pain plutôt que de trahir les principes du marxisme-léninisme³».

Or, la politique intérieure ne participe pas seule de l'exception albanaise. Ce qui frappe d'autant plus l'esprit, ce sont surtout les changements dramatiques d'alliances, et l'isolement complet auquel procède finalement l'Albanie envériste. En effet, elle est la seule, parmi tous les régimes communistes, qui se soit hermétiquement fermée du reste du monde, maintenant une politique d'autarcie économique, privant ainsi le pays de nombreuses aides, et le faisant alors gravement régresser. Dès lors, aucun autre pays à l'Est ne connut une misère aussi inouïe. L'ouverture et la libéralisation du régime communiste albanais dans les années quatre-vingt-dix laissent effectivement découvrir un pays détruit sur le plan économique, et une population prête à tout pour quitter sa terre natale, préférant mourir que de rester en Albanie. L'Albanie post-communiste se présente donc comme le pays le plus pauvre d'Europe, voire le plus dévasté de tous les pays de l'Est. «Le cataclysme fut en terre albanaise d'une toute autre ampleur⁴» que dans le reste du monde communiste, souligne Combe. Sa situation économique se compare désormais à celle de l'Angola, du Guatemala ou du Congo. Bref, le communisme a accouché en Albanie «d'une société caractérisée [...] par l'appauvrissement de la population au plan économique, par un dogmatisme radical sur le plan idéologique [...] et par l'isolement du reste du monde⁵». Le régime communiste albanais intrigue donc non seulement par son étrangeté, par la position excentrique qu'il occupe dans le paysage du monde communiste, mais aussi par la profondeur du désastre qu'il laisse derrière lui.

Il convient dès lors de s'interroger sur ce qui explique les relations houleuses qu'entretient le régime communiste de Hodja avec les autres pays et, surtout, ce qui a motivé les nombreuses ruptures d'alliances auxquelles s'est adonnée l'Albanie, et qui ont fait d'elle l'«enfant terrible» du bloc de l'Est. En d'autres termes, comment expliquer ce choix de l'isolement qui mènera finalement l'Albanie à la famine et à la catastrophe? Le texte qui suit, poursuivant cet objectif, se propose alors d'explorer la politique

³ Cité dans Elisabeth et Jean-Paul Champseix (1992), *L'Albanie ou la logique du désespoir*, p. 34.

⁴ Sonia Combe et Ivaylo Ditchev, *op. cit.*, p. 15.

⁵ *ibid.*, p. 49.

étrangère de l'Albanie envériste, soit celle de la période de 1945 à 1985. Puisque la politique extérieure est incontestablement liée aux motivations du régime, tel que le soutient Prifti, une telle étude a dès lors non seulement l'avantage d'expliquer cette négation du reste du monde, qui aura pour résultat de sacrifier tout un peuple, et d'élucider l'importance de la catastrophe albanaise, mais elle permet aussi de mettre en lumière les aspirations réelles du pouvoir communiste, ses convictions les plus profondes, et nous éclaire ainsi sur la spécificité albanaise sous Hodja.

Il apparaît alors que l'idéologie constitue une tendance importante du régime, les dirigeants communistes albanais l'ayant constamment évoquée dans la justification de leurs différends avec les États du reste de la planète. Certes, la spécificité fondamentale du régime communiste albanais sous Enver Hodja réside en grande partie dans son caractère exceptionnellement orthodoxe, et l'idéologie fournit ainsi une ligne directrice à la politique étrangère. Mais il reste cependant que, comme dans toute politique étrangère, la définition particulière qu'attribuent ses dirigeants à l'intérêt national est un des facteurs les plus essentiels des positions de l'Albanie sur la scène internationale, affirme Prifti⁶. La fidélité à l'idéologie a dès lors toujours été subordonnée à l'intérêt national. Afin de comprendre ce qui a mené l'Albanie à s'ériger en forteresse assiégée, il s'agit donc, en un premier temps, de définir le national-communisme albanais puis, en deuxième lieu, de voir comment il a déterminé la politique étrangère de Hodja et dirigé ses alliances, ses oppositions et ses ruptures et, ce faisant, influencé le développement économique du pays et l'évolution interne du régime communiste.

1. Le national-communisme albanais

Les dirigeants albanais ont défini l'intérêt fondamental de la nation en terme d'indépendance et ils ont trouvé réponse à cet objectif dans le communisme stalinien. Alors que, dans les autres pays de l'Est, le nationalisme est antérieur au communisme auquel il s'oppose, en Albanie, tout est sacrifié au nationalisme : aide, alliances et protections. «La politique de Hodja est [effectivement] un cas unique en Europe de « nationalisation » du communisme⁷», rappelle Champseix. La spécificité de l'Albanie, et le

⁶ Peter R. Prifti, *op. cit.*, p. 242.

⁷ Jean-Paul Champseix (1991), «L'Albanie entre l'exode et la réforme, *Hérodote*, p. 157.

parcours inusité de sa politique étrangère, la négation totale du reste du monde, le refus de toute influence étrangère, s'expliquent ainsi par un national-communisme unique en Europe de l'Est.

1.1 *L'intérêt national : l'indépendance à n'importe quel coût*

Le nationalisme des dirigeants albanais trouve son explication dans une longue histoire d'humiliations injustes, de dominations par de grandes puissances pendant des siècles, et de nombreux abandons après de fausses promesses d'aides. Marqués par l'histoire de leur pays, les dirigeants communistes albanais deviennent alors extrêmement sensibles à ce qui menace l'existence nationale de l'Albanie, son indépendance et sa sécurité. Dès lors, toute la politique étrangère albanaise sous Hodja est conditionnée par des puissances étrangères proches ou lointaines⁸. La méfiance envers l'extérieur explique ainsi la position isolationniste qu'adoptent les dirigeants albanais, et la paranoïa du régime.

L'Albanie est effectivement le dernier pays des Balkans à obtenir son indépendance de l'Empire ottoman. En 1912, le jeune pays reste tout de même fortement menacé de partition par les pays avoisinants. Ainsi, dès 1913, le Kosovo, région à majorité albanaise, est annexée par la Yougoslavie, ce qui traumatise la jeune Albanie⁹, au moment même où la Grèce entretient des visées dans le Sud du pays. Puis, l'occupation italienne marque l'entre-deux guerres : l'Albanie devient alors un protectorat, voire une colonie sous Victor-Emmanuel, «roi d'Italie et d'Albanie». Et, lorsque, en 1939, Mussolini attaque et envahit le pays, le monde occidental ainsi que l'Union soviétique, acquiescent à cette occupation. L'opinion publique albanaise est consternée par une telle réaction, et comprend que, autant que le camp fasciste, les grandes puissances de la coalition antihitlérienne veulent rayer l'Albanie de la carte en tant qu'État indépendant¹⁰.

Au moment de l'invasion par les puissances de l'Axe, l'Albanie s'engage donc seule dans la lutte pour la libération de l'occupation fasciste. Elle est effectivement le seul pays d'Europe de l'Est où l'Armée rouge n'a pas pénétré. L'obtention de la véritable souveraineté de l'Albanie à la fin du second conflit mondial, la libération du joug étranger, est alors majoritairement l'œuvre du Parti communiste albanais. Formé en 1941 dans

⁸ Thomas Schreiber (1994), *Hodja. Le Sultan rouge*, p. 120.

⁹ Elez Biberaj (1983), «Albania between East and West», p. 10.

¹⁰ Sonia Combe et Ivaylo Ditchchev (dir.), *op. cit.*, p. 43.

la résistance, et grâce à l'unification de petits groupes communistes, les Partisans communistes sont effectivement les seuls à démontrer une véritable volonté d'indépendance, alors que le mouvement des nationalistes libéraux, conduit par Mitat Frashëri, collaborent avec l'occupant, et que les monarchistes zogouistes hésitent à prendre les armes contre l'occupant. Depuis sa création, et tout au cours de son développement, le communisme albanais se présente donc comme un exemple classique d'une idéologie mise au service de considérations nationalistes¹¹. À partir de 1944, suite à une lutte contre leurs rivaux monarchistes et républicains, la prédominance des Partisans communistes dans la résistance antifasciste se fait de plus en plus sentir, et l'élimination graduelle des adversaires leur permet de s'emparer du pouvoir¹² au nom d'un prolétariat non-existant, dans un des pays les plus primitifs d'Europe de l'Est. Le communisme achève ainsi l'une des ses victoires historiques les plus paradoxales dans ce petit pays des Balkans.

Fiers d'avoir survécu aux nombreuses conquêtes de puissances étrangères, et d'avoir maintenu leur identité nationale à travers des siècles tumultueux, les dirigeants communistes albanais sont alors très jaloux d'une indépendance nationale si récemment gagnée. De plus, la lutte pour la libération ayant servi de prétexte à l'unification nationale, «tout semblait alors annoncer la reconnaissance de l'Albanie comme une nation indépendante, conduite par un parti communiste souverain¹³», rappelle Vigne. Désillusionnée de la diplomatie de l'Europe occidentale, qui avait permis, en 1878 et en 1913, la perte de vastes territoires au profit des voisins et qui, au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'ignore complètement, l'Albanie reste aussi traumatisée des relations étroites entretenues avec l'Italie. Elle peut dès lors croire que «dans le monde fraternel du camp socialiste, son indépendance [est] assurée¹⁴». Molotov n'avait-il pas exprimé le désir de l'Union soviétique de voir les patriotes albanais vaincre l'occupant italien, se libérer des fascistes allemands et restaurer leur indépendance. La directive de la IIIe internationale de former le Comité suprême de libération nationale contre l'occupation italienne, puis nazie à partir de 1943, est également perçue par les Albanais comme la

¹¹ Paul Lendvai (1969), *Eagles in Cobwebs*, p. 224.

¹² Thomas Schreiber (1978), «L'Albanie Évolution politique, économique et sociale», *LA Documentation française*, p. 24.

¹³ Éric Vigne (1979), «Le guru et son avatar», in *Albanie. La sentinelle de Staline*, p. 229.

¹⁴ Elisabeth et Jean-Paul Champseix, *op. cit.*, p. 27.

reconnaissance de l'existence du Parti albanais, autonome de tout autre parti communiste. Après la guerre, l'Albanie se heurte cependant à l'impérialisme rouge.

1.2 *Communisme stalinien et nationalisme albanais indissociables*

C'est alors que s'établit le lien entre le nationalisme albanais et le communisme stalinien, et qui perdurera jusqu'à la fin du régime de Hodja. Confronté aux autres pays communistes, qui nient l'existence spécifique d'une nation albanaise et, ce faisant, l'autonomie de l'Albanie, Enver Hodja et l'ensemble des dirigeants les plus nationalistes trouvent, en 1947, dans le modèle du « socialisme dans un seul pays » des années vingt et trente en Union soviétique, la réponse à ce défi. Ce modèle permet effectivement à Hodja d'affirmer, dans le cadre national, l'orthodoxie stalinienne, et de doter son pays des moyens de son indépendance en mettant la priorité sur l'industrie lourde, l'économie planifiée à tendance autarcique et la collectivisation rurale. Dès lors, l'indépendance nationale de l'Albanie s'exprime par la maîtrise de son développement économique. La libération nationale et l'instauration de l'économie socialiste stalinienne vont alors de paire, et réalisent ainsi «le rêve séculaire d'une nation albanaise souveraine et indépendante¹⁵».

Greffé sur la réalité albanaise, le communisme, qui n'est pas importé par les Soviétiques, mais plutôt le fait d'intellectuels albanais formés en Occident, s'y moule alors au point de s'y confondre et dirige toute la politique étrangère. Si l'Albanie est le seul pays qui soit resté fidèle au stalinisme c'est donc que, alors que cette doctrine a provoqué des revendications nationales dans les autres pays d'Europe de l'Est, en Albanie, il répond à l'intérêt national tel que défini par les dirigeants. Le stalinisme est synonyme d'indépendance et de souveraineté de la nation : quand une aide devient pesante, quand un pays ami devient un protecteur trop voyant, Tirana coupe les liens¹⁶. Associée à une véritable religion de l'indépendance nationale, l'utopie communiste stalinienne explique donc les soubresauts de la politique offensive de l'Albanie envériste ainsi que sa situation économique actuelle : elle mène Hodja à isoler son pays de ses alliés, plongeant ainsi l'Albanie dans une situation d'autarcie économique qui la mènera finalement à sa perte.

¹⁵ Éric Vigne, *op. cit.*, p. 238.

¹⁶ Jean-Paul Champseix, *op. cit.*, p. 157.

Dès lors, la lutte idéologique que dirige Hodja contre le capitalisme, le monde occidental et le révisionnisme moderne correspond donc à un combat nationaliste contre l'impérialisme et contre toute domination étrangère. C'est la peur traditionnelle d'être démembrée par des voisins plus puissants ou des empires oppresseurs qui amène ainsi Hodja à pratiquer une politique étrangère indépendante de tous les impérialismes et révisionnismes; la xénophobie du régime mène à un combat sans fin contre le «complot étranger». Afin d'échapper aux périls extérieurs et aux ambitions des puissances, l'Albanie se veut ainsi la citadelle d'un marxisme-léninisme pur et dur, elle devient «forteresse assiégée», entourée d'ennemis hostiles. Le mot d'ordre de la politique étrangère albanaise devient alors, selon l'expression consacrée par Bertolino, «le capitalisme c'est l'ennemi, le révisionnisme, c'est le mal¹⁷». La formule communiste traditionnelle «Luttons contre les influences étrangères au socialisme» se traduit donc en Albanie par la formule : «Luttons contre les influences étrangères»¹⁸.

Bien sûr, tous les dirigeants albanais de la fin de la Seconde Guerre mondiale ne définissent pas l'intérêt national en termes d'indépendance, et tous n'établissent pas non plus le stalinisme comme modèle pouvant assurer à l'Albanie sa pleine autonomie. En permettant aux éléments les plus nationalistes de prendre le pouvoir, la rupture du régime communiste albanais avec celui de Tito en 1948, la condamnation de la Yougoslavie paternaliste et des «titistes révisionnistes», constitue alors l'étape décisive de l'instauration du stalinisme, et de l'expression du nationalisme albanais à travers l'idéologie; elle marque donc le premier pas de l'Albanie vers l'isolement complet. Elle sert de modèle aux autres ruptures¹⁹.

2. 1948, l'année de la première rupture : Tirana se détache de Belgrade

La dénonciation de la Yougoslavie par l'Union soviétique et la négation du révisionnisme opéré par Tito à la fin des années quarante, permettent à Hodja de libérer son pays du joug yougoslave. L'attachement à l'idéologie stalinienne répond alors à l'intérêt national tel que défini par les éléments les plus nationalistes du régime communiste albanais et exprime la volonté

¹⁷ Jean Bertolino (1979), *Albanie. La sentinelle de Staline*, p. 24.

¹⁸ Elisabeth et Jean-Paul Champseix, *op. cit.*, p. 56.

¹⁹ Éric Vigne, *op. cit.*, p. 230.

d'échapper à la main de fer d'un État communiste plus puissant²⁰. Cette première rupture a non seulement des conséquences économiques pour le pays, mais de là partent aussi toutes «les déconvenues que l'Albanie va infliger à l'URSS²¹».

2.1 *Les relations albano-yougoslaves avant 1948 : la menace de l'absorption*

Dès la formation du Parti communiste, Tito sert d'intermédiaire entre l'Albanie et le Kominform soviétique puisque, à cette époque, tout nouveau parti doit être reconnu par Moscou en tant que «parti-frère»²². Les relations de l'Albanie avec la Yougoslavie trouvent donc leur source dans la lutte antifasciste, et la coopération économique de l'Albanie communiste avec la Yougoslavie à partir de 1945 constitue une poursuite naturelle de cette collaboration. La Yougoslavie envoie aussi de l'aide visant à sortir l'Albanie de la misère dans laquelle l'a enfoncée le conflit mondial. L'Albanie devient alors grandement dépendante de son voisin en termes économiques : en 1948, année de la scission, la moitié du budget albanais consiste en de l'aide yougoslave.

De plus, Staline désire aligner la politique albanaise sur celle de la Yougoslavie, et souhaite même la création d'une Confédération balkanique²³. Le Parti albanaise est donc amené à suivre de près les conseils de son voisin, le maréchal Tito. Des spécialistes et des conseillers yougoslaves font pression sur le Parti, sur l'administration albanaise et dans l'armée. En 1948, année de la rupture, on trouve 597 techniciens en 30 officiers-instructeurs yougoslaves en Albanie²⁴.

En 1946, les deux pays vont jusqu'à signer une convention économique visant à accélérer le processus d'intégration de l'Albanie dans la Fédération yougoslave. Pollo souligne que, suite à cette convention, les protocoles sur la parité monétaire, sur l'unification des prix, sur l'union douanière et la création de sociétés mixtes, conduisent effectivement «à la violation des

²⁰ Paul Lendvai, *op. cit.*, p. 230.

²¹ Jean-Paul Champseix, *op. cit.*, p. 157.

²² Thomas Schreiber (1978), *op. cit.*, p. 23.

²³ François Fejtő (1979), *Histoire des démocraties populaires*, p. 247.

²⁴ Georges Castellan (1994), *L'Albanie*, p. 71.

normes régissant les rapports entre États souverains²⁵». Tito propose également à l'Albanie un plan quinquennal d'exploitation des matières premières agricoles et minérales «dont le traitement industriel [aurait été] effectué dans les autres républiques fédérées de Yougoslavie, en échange de biens manufacturés²⁶». Le dirigeant yougoslave essaie ainsi de persuader l'Albanie de développer une industrie et une agriculture qui répondent aux besoins de sa propre industrie, faisant ainsi de l'Albanie un simple appendice de l'économie yougoslave. Enfin, les commandements militaires sont unifiés au sein du Haut Commandement unique, et Tito en devient le chef. En somme, le Parti albanais représente désormais une simple extension du Parti communiste yougoslave, et ce dernier fait peser sur l'Albanie «la menace d'une absorption pure et simple²⁷».

L'étroite relation qu'entretient l'Albanie avec le régime yougoslave ne fait pourtant pas l'unanimité dans le Parti albanais et, en son sein même, existent des tensions. D'un côté se trouvent les forces ouvrières pro-yougoslaves et titistes, guidés par le tout-puissant Koci Xoxe, ministre de l'Intérieur et Secrétaire des cadres du Parti, qui considèrent que l'existence de l'Albanie ne peut être assurée que par son intégration à une Fédération balkanique. Ainsi Xoxe déclare-t-il que «pour faire face à l'impérialisme, la seule voie pour l'Albanie est celle de son rattachement à la Yougoslavie en une confédération, voire sous une forme plus étroite²⁸» et fait donc «siennes toutes les aspirations des peuples yougoslaves²⁹». De l'autre, se situent les dirigeants nationalistes staliniens, majoritairement composés d'intellectuels ayant suivi, dans les années trente, des études en Occident. Le Secrétaire général du Parti, Enver Hodja, en fait partie. La volonté de domination de la Yougoslavie intensifie le sentiment de cette «clique» nationaliste et intellectuelle contre la domination étrangère, qui cherche alors à diminuer l'influence yougoslave, et à assurer l'indépendance du Parti et de la nation. Au-delà des divisions idéologiques, ce sont donc des considérations nationales qui tournent une partie substantielle des dirigeants albanais contre le communisme yougoslave³⁰.

²⁵ Stefanaq Pollo et Arben Puto (dir.) (1974), *L'histoire de l'Albanie des origines à nos jours*, p. 307.

²⁶ Éric Vigne, *op. cit.*, p. 231.

²⁷ Georges Castellan, *op. cit.*, p. 64.

²⁸ Cité dans Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 94.

²⁹ Cité dans *ibid.*, p. 101.

³⁰ Paul Lendvai, *op. cit.*, p. 229.

Les éléments anti-yougoslaves du Parti albanais tentent alors d'affirmer la souveraineté de l'Albanie, et de contrecarrer la politique yougoslave en nouant des liens plus étroits avec les autres pays d'Europe de l'Est. C'est pourquoi, en 1947, Hodja signe un accord économique avec Moscou. Puis, en décembre de la même année, un traité d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle est signé entre l'Albanie et la Bulgarie. Belgrade et les forces pro-yougoslaves du Parti albanais accusent dès lors Hodja de mener le pays «sur une voie erronée»³¹ et de fomenter «une seconde ligne d'orientation anti-yougoslave»³². Spiro, membre du bureau politique albanais, accusé d'être anti-yougoslave et chauvin, désespéré par l'emprise yougoslave dans son pays, se suicide en 1946.

C'est dans ce contexte que se prépare, en 1948, au VIII^e plénum du Parti communiste albanais, le projet de création d'une union de l'Albanie et de la Yougoslavie sur des bases fédératives. C'est l'apogée de l'influence yougoslave. Or, l'ensemble des dirigeants nationalistes refuse catégoriquement cette proposition, et Hodja se rend à Moscou pour dénoncer auprès de Staline la situation qu'impose la Yougoslavie à l'Albanie. Au cours de ce premier contact, il ne fait pourtant pas bonne impression, et Molotov déclare : «On sent les influences occidentales dans son éducation», alors que Staline, plus perspicace, affirme que Hodja est un «petit bourgeois trop enclin au nationalisme»³³. En fait, à ce moment, Staline, comme Tito, fait de l'Albanie une chose des Yougoslaves; il déclare ainsi : «nous sommes d'accord pour que la Yougoslavie avale l'Albanie»³⁴ et ne tient donc nullement compte des revendications des nationalistes albanais. Le pays devient effectivement presque la septième république yougoslave et la vie de Hodja est désormais en danger. En 1948, la victoire de la fraction favorable à Tito semble imminente.

La rébellion yougoslave et la dénonciation de l'hérésie de Tito par Moscou, justement en raison de la volonté yougoslave de créer une Fédération balkanique sans avoir au préalable consulté Moscou, sauvent cependant Hodja; au nom d'une rupture idéologique, l'Albanie brise alors les liens avec la Yougoslavie, et affirme ainsi son indépendance nationale.

³¹ Stefanaq Pollo et Arben Puto, *op. cit.*, p. 309.

³² Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 107.

³³ Cité dans Jean-Paul Champseix, *op. cit.*, p. 156.

³⁴ Cité dans Élisabeth et Jean-Paul Champseix, *op. cit.*, p. 30.

2.2 *L'Albanie contre les titistes révisionnistes et le paternalisme de Tito*

L'Albanie est effectivement le premier pays d'Europe de l'Est à briser les traités commerciaux signés avec la Yougoslavie, lorsque celle-ci est expulsée du Kominform le 1^{er} juillet 1948³⁵. Hodja se rallie promptement du côté soviétique et renvoie tous les assistants yougoslaves installés dans le pays, qui sont alors remplacés par des Soviétiques. La direction albanaise accuse alors ouvertement la Yougoslavie de trahir «le socialisme et d'être passée à des positions de nationalisme bourgeois³⁶». Pour les communistes albanais, la Yougoslavie est effectivement devenue une arme entre les mains de la bourgeoisie impérialiste internationale, dans la lutte contre le socialisme et les mouvements de libération³⁷. Hodja accuse ainsi Tito de refuser de construire le «socialisme stalinien», de procéder à une déstalinisation du Parti communiste yougoslave³⁸, et affirme dès lors son attachement à Staline, dont il fait l'éloge. Dans les heures qui suivent, Hodja exige que tout ce qui se rapporte au traître Tito soit supprimé du pays.

Tout en étant présentée de nature idéologique, et même si les accusations contre le révisionnisme titiste sont utilisées à outrance par Hodja, la rupture qu'il établit avec la Yougoslavie assure surtout l'indépendance nationale; au-delà du schisme idéologique, les dirigeants albanais revendiquent effectivement le droit élémentaire d'administrer leur pays sans ingérence étrangère³⁹. Le combat idéologique de Hodja fait donc écho à une volonté de sauvegarder l'autonomie et l'intégrité territoriale de l'Albanie. Hodja considère effectivement que le gouvernement yougoslave entretient des relations avec son pays qui s'apparentent fortement à une «exploitation coloniale» et il accuse Tito de vouloir faire de l'Albanie la septième république yougoslave. En accusant le régime de Tito d'avoir exploité «les richesses de notre pays et [cherché] en même temps à dicter sa volonté, sans qu'elle y ait aucun droit⁴⁰», Hodja entraîne ainsi l'Albanie contre la Yougoslavie; il est en ceci aidé des communistes du Parti qui ressentent de «l'irritation à l'égard du paternalisme yougoslave⁴¹»

³⁵ Peter R. Prifti, *op. cit.*, p. 78.

³⁶ Cité dans Stefanaq Pollo et Arben Puto (dir.), *op. cit.*, p. 310.

³⁷ Cité dans Peter R. Prifti, *op. cit.*, p. 249.

³⁸ Enver Hodja (1972), *Face au révisionnisme*, p. 29.

³⁹ Jean Bertolino, *op. cit.*, p. 112.

⁴⁰ Cité dans François Fejtö, *op. cit.*, p. 260.

⁴¹ *ibid.*, p. 248.

Ce qui caractérise la politique étrangère du régime communiste albanais, et qui lui donne toute son originalité, c'est donc le lien qu'établit Hodja entre l'idéologie et l'intérêt national : en prononçant leur fidélité au communisme stalinien, et en se dressant contre les titistes révisionnistes, les dirigeants communistes s'assurent ainsi de l'indépendance économique et politique de leur pays ainsi que de l'autonomie du Parti. Dans une politique étrangère conditionnée par les puissances étrangères, la Yougoslavie est alors la première à perdre son statut d'alliée, et elle est remplacée par l'Union soviétique. Paradoxalement, en accusant le régime yougoslave d'être révisionniste, Hodja poursuit en fait le même objectif que Tito, soit construire le socialisme selon sa propre voie, suivant les conditions spécifiques à son pays, et sans l'ingérence d'une puissance étrangère.

Jugeant la dépendance envers Moscou plus enviable que l'intégration à la Yougoslavie, l'Albanie, de «subsatellite», devient alors satellite de l'Union soviétique, et joue désormais un rôle majeur dans la stratégie stalinienne d'isolement de l'ennemi yougoslave. Longtemps ignorés et méprisés, les Albanais sont désormais utiles aux Soviétiques⁴² puisque, pour Staline, la position géographique stratégique de l'Albanie est essentielle. En échange, l'U.R.S.S. protège la petite Albanie contre son voisin yougoslave, mais aussi contre les visées des nationalistes grecs sur le Sud du pays. Après avoir copié le modèle yougoslave pendant près de sept ans, le Pays des Aigles copie désormais celui de son nouvel allié soviétique, et s'efforce d'appliquer le modèle stalinien du communisme.

Suivant l'ordre soviétique d'épurer le Parti communiste, de dénoncer et de frapper l'hérésie yougoslave chez soi⁴³, Hodja élimine d'abord, à l'image des purges staliniennes en Union soviétique, tous les éléments pro-yougoslaves du Parti, les «traîtres et saboteurs». Le renouvellement du Comité central reflète la nouvelle orientation du régime : «plus de place pour les trotskistes, ennemis du peuple, agents des révisionnistes yougoslaves⁴⁴», clame Hodja. Ces purges permettent alors aux éléments les plus nationalistes de prendre le pouvoir en Albanie, contrairement à ce qui se déroule dans les autres pays de l'Est, ce qui sera d'ailleurs d'une importance capitale dans l'évolution des relations avec l'Union soviétique. Hodja,

⁴² Raymond Zickel et Walter R. Iwaskiw (éd.) (1994), *Albania. A country study*, p. 246.

⁴³ François Fejtő, *op. cit.*, p. 247.

⁴⁴ Cité dans Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 120.

assisté de Mehmet Shehu, le stratège de la résistance et le libérateur de Tirana, devient ainsi le dirigeant suprême du Parti albanais.

Débarrassé d'un allié trop puissant, Hodja cherche, dès 1948, à affirmer l'autonomie de son Parti et convoque ainsi son premier congrès; c'est à ce moment que le Parti, suivant les conseils «amicaux» de Staline, prend le nom de «Parti du Travail d'Albanie», ses membres d'origine paysanne y représentant la majorité⁴⁵. Hodja est désormais libre d'entreprendre l'industrialisation lourde, qui lui assure la maîtrise du développement économique du pays.

2.3 *L'édification du modèle stalinien du «socialisme dans un seul pays»*

S'inspirant de «la précieuse expérience de l'édification socialiste en Union soviétique⁴⁶», et grâce à l'aide de cette dernière, Hodja s'efforce d'appliquer le modèle stalinien du «socialisme dans un seul pays». Ce modèle, caractérisé par sa nature directrice, les plans de production étant fixés par le pouvoir central, établit le développement de l'industrie lourde comme la priorité économique⁴⁷, laquelle avait jusqu'alors été refusée par Belgrade, et qui constitue, dans l'esprit de Hodja, le garant de l'indépendance albanaise.

Le premier plan quinquennal (1951-1955) prévoit ainsi la transformation de l'Albanie de «pays agraire arriéré en pays agraire industriel⁴⁸». On cherche alors à développer les industries minières (chrome, bitume), mécaniques, électriques et les usines de matériaux de construction. Les subventions soviétiques, représentant près de 40% du budget albanais, permettent ainsi à Hodja de faire progresser considérablement son pays dans la voie de l'industrialisation⁴⁹. Le deuxième plan (1956-1960) est encore dominé par le développement prioritaire de l'industrie lourde, alors que les efforts sont mis sur la production de pétrole, du chrome, du charbon et de l'énergie électrique. Alors que l'industrialisation est forcée par des plans de développement, la collectivisation de l'agriculture dans les plaines y est aussi prévue⁵⁰.

⁴⁵ Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 108.

⁴⁶ Cité dans Éric Vigne, *op. cit.*, p. 236.

⁴⁷ Graeme Gill (1990), *The origins of the Stalinist political system*, p. 8.

⁴⁸ Cité dans Georges Castellon, *op. cit.*, p. 102.

⁴⁹ Paul Lendvai, *op. cit.*, p. 235.

⁵⁰ Éric Vigne, *op. cit.*, p. 232.

Contrairement au modèle appliqué par certains autres pays de l'Est, l'Albanie cherche donc à réaliser un socialisme intégral et une étatisation totale : les coopératives agricoles de travail, inspirées du modèle des kolkhozes soviétiques, sont mises en place et le lopin ainsi que le troupeau privé disparaissent, désormais rassemblés au sein d'étables collectives⁵¹.

L'ensemble des prêts, du matériel et de l'assistance technique fournis par Moscou affecte alors profondément le développement de l'industrie, de l'agriculture et de la société albanaise. L'apport de l'Union soviétique se présente comme vital, voire essentiel aux efforts de modernisation entrepris par l'Albanie; sans cette aide, le pays ne pourrait réaliser l'industrialisation socialiste, affirme Hodja en 1956⁵².

Si les conséquences économiques de la rupture avec Belgrade sont donc limitées par l'introduction de l'aide soviétique, qui fait des efforts considérables pour soutenir l'Albanie dans sa tentative de surmonter la crise économique déclenchée par cette scission, la seconde séparation mène pourtant à ce que les publications officielles qualifient comme étant les «années les plus dures depuis la Libération⁵³». L'affirmation de Hodja, selon laquelle les Albanais préfèrent encore «manger de l'herbe plutôt que de céder⁵⁴» à l'U.R.S.S. s'avère alors particulièrement bien anticipée.

3. Deuxième rupture : «manger de l'herbe plutôt que de céder» à l'U.R.S.S.

L'Albanie fait le choix de la dépendance envers Moscou plutôt que de l'intégration à la Yougoslavie en 1948, mais la mort de Staline en 1953, et le processus de déstalinisation entrepris en Union soviétique, remettent en cause cette alliance. En effet, la ligne politique révisionniste de Krouchtchev apparaît comme une menace à l'indépendance albanaise et entraîne des tensions entre le régime de Tirana et celui de Moscou. Comme les accusations contre la Yougoslavie en 1948, les événements de Hongrie en 1956 sauvent Hodja, puis grâce à la divergence idéologique entre Moscou et Pékin en 1961, Hodja réoriente sa politique étrangère et consacre la rupture de l'alliance avec l'U.R.S.S.⁵⁵. Le détachement de Moscou s'établit donc

⁵¹ Michel Roux (dir.) (1992), *Nations, État et territoire en Europe de l'Est et en URSS*, p. 68.

⁵² Peter R. Prifti, *op. cit.*, p. 78.

⁵³ Cité dans René Dumont (1983), *Finis les lendemains qui chantent...*, p. 26.

⁵⁴ Élisabeth et Jean-Paul Champseix, *op. cit.*, p. 35.

⁵⁵ Thomas Schreiber (1978), *op. cit.*, p. 28.

sur les mêmes bases que celles de la scission avec Belgrade : en dénonçant le révisionnisme krouchtchévien et en se réfugiant dans l'idéologie stalinienne, les dirigeants communistes albanais expriment alors leur volonté d'indépendance économique et politique, et cherchent aussi à maintenir le régime envériste; l'intérêt national s'exprime alors par la fidélité à l'utopie stalinienne, et entraîne une rupture qui sera fatale pour le développement du pays.

3.1 *Krouchtchev et la menace de l'ouverture du Kremlin à l'égard de Belgrade*

Après la mort de Staline, ses successeurs tentent de normaliser les relations de l'Union soviétique avec l'extérieur, notamment avec les pays d'Europe de l'Est et avec l'Occident. Un des éléments essentiels de cette politique consiste en une ouverture vers la Yougoslavie : c'est le début de ce que Hodja qualifie de «roman d'amour Krouchtchev-Tito»⁵⁶. Le Kremlin presse alors Tirana de modérer son attitude vis-à-vis de Tito, et la pousse même à réhabiliter Xoxe⁵⁷. Or, une telle normalisation des relations avec la Yougoslavie, qui veut réaliser «l'absorption de son pays»⁵⁸, n'implique pas seulement un rapprochement, mais elle menace directement Hodja et le régime albanais. La politique de Krouchtchev correspond effectivement à une condamnation du passé et signifierait donc que la lutte contre l'ingérence yougoslave et le combat pour l'affirmation de l'indépendance nationale ont été des erreurs politiques. Par conséquent, il semble que la souveraineté du Parti et l'indépendance de la nation albanaise soient à nouveau au centre du débat. Aussi, malgré les affirmations de fidélité à l'Union soviétique, et la promesse de rétablir des relations harmonieuses avec son voisin, Hodja résiste-t-il fermement, dans le secret, aux pressions soviétiques. Déjà à cette époque, il adopte donc une politique divergente de celle de Krouchtchev⁵⁹.

La secousse est d'autant plus forte pour les dirigeants albanais que, en 1955, les Soviétiques se rendent directement en Yougoslavie, afin de se réconcilier avec le maréchal Tito. Krouchtchev affirme alors que «de graves erreurs [ont] été commises à l'égard du Parti communiste

⁵⁶ Cité dans Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 138.

⁵⁷ Raymond Zickel et Walter R. Iwaskiw (éd.), *op. cit.*, p. 247.

⁵⁸ Cité dans Thomas Schreiber (1978), *op. cit.*, p. 31.

⁵⁹ Georges Castellan, *op. cit.*, p. 81.

yougoslave et de la direction yougoslave⁶⁰». Officiellement, Hodja soutient cette réhabilitation, et accuse le «chien Beria» d'avoir été responsable de l'expulsion yougoslave. Prudemment, Hodja fait même publier un article dans *La Pravda* au cours duquel il salue la rencontre, dénonce le malentendu et les accusations portées contre la Yougoslavie, ainsi que la rupture entre les frères communistes⁶¹. Si Hodja n'approuve pas la politique soviétique, il se garde pourtant de la désavouer publiquement. Tout en résistant fermement sur le fond, les dirigeants ne cèdent donc qu'en apparence. En effet, malgré les discours, une faille apparaît immédiatement dans les relations albano-soviétiques, et elle mène, cinq plus tard à la rupture définitive.

3.2 *Le XXe Congrès du Parti communiste soviétique et la déstalinisation*

En 1956, s'ouvre une année historique dans le monde communiste. En effet, c'est au XXe Congrès du Parti soviétique que les thèses de Krouchtchev triomphent véritablement, et que ce dernier condamne le culte de la personnalité, les crimes de Staline ainsi que les moyens utilisés pour l'application du socialisme dans un seul pays. Suite à la présentation du rapport secret de Krouchtchev sur les crimes de Staline, l'Union soviétique se lance dans un imposant processus de déstalinisation. Le coup est difficile à porter pour les dirigeants albanais qui considèrent celui-ci comme leur grand protecteur, celui dont l'œuvre fait «trembler les ennemis impérialistes, fascistes, trotskistes, réactionnaires de tout acabit⁶²» et qui les a ainsi sauvés de l'emprise yougoslave en dénonçant Tito en 1948.

Si la dénonciation de Staline est difficile à accepter pour la direction albanaise, la politique de coexistence pacifique avec l'Occident, adoptée au cours du XXe Congrès, est cependant tout à fait inadmissible. En effet, au-delà des considérations idéologiques et de la dénonciation d'un rapprochement avec les ennemis impérialistes américains, c'est le risque d'un renouvellement de l'amitié entre Belgrade et Moscou qui inquiète Tirana. Le danger traditionnel d'une alliance ferme entre ses voisins ennemis et une puissance étrangère, soit l'Union soviétique, sous l'influence de laquelle se situe déjà l'Albanie, se pointe désormais à l'horizon⁶³. Parce

⁶⁰ Cité dans Éric Vigne, *op. cit.*, p. 232.

⁶¹ Paul Lendvai, *op. cit.*, p. 236.

⁶² Cité dans Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 125.

⁶³ Paul Lendvai, *op. cit.*, p. 238.

qu'il remet une nouvelle fois l'indépendance du pays en cause, le révisionnisme krouchtchévien constitue donc une menace à l'Albanie. Si la ligne politique de Hodja commence à diverger de celle de Krouchtchev, il n'y a pourtant aucune critique ouverte, et la direction du Parti albanais réitère officiellement sa fidélité à l'alliance soviétique, qui avait d'ailleurs été confirmée par son entrée dans le Pacte de Varsovie en 1955⁶⁴.

Les événements qui se déroulent en Europe de l'Est permettent toutefois à Hodja de durcir ses positions officielles. En effet, les crises polonaises en juin et octobre 1956, et surtout les événements qui se déroulent en Hongrie en octobre et novembre de la même année, mettent un terme brutal à la lune de miel entre les Soviétiques et les Yougoslaves et sauvent littéralement Hodja. Dès lors, profitant de l'entrée des chars soviétiques, qui cherchent à mater la révolte révisionniste en Hongrie, et tirant profit de la brèche introduite par l'attitude ambiguë de Belgrade, Hodja relance la campagne anti-yougoslave. Le *Zeri i Popullit*, journal officiel du Parti albanais, publie alors un article contre le maréchal yougoslave et condamne la décision des révisionnistes soviétiques de «blanchir la macule Tito⁶⁵». Cette lutte idéologique vise en fait directement la politique krouchtchévienne.

Or, quatre mois seulement après la dénonciation des positions de Belgrade, l'Union soviétique, désireuse de poursuivre la déstalinisation, malgré «l'incident de parcours» de Budapest, accuse de nouveau les Albanais de rester les admirateurs de Staline. Krouchtchev demande alors explicitement à Hodja de reprendre ses rapports avec Tito et de réhabiliter Xoxe ainsi que ses partisans. Les dirigeants albanais refusent encore une fois de céder à ces demandes et de libéraliser ses politiques. À partir de 1956, l'Albanie devient ainsi l'un des centres les plus fermes de la résistance stalinienne à la politique krouchtchévienne même si, à l'époque, cette opposition se manifeste encore de manière assez nuancée⁶⁶.

3.3 *Le Comecon et la division internationale du travail*

En 1959, Krouchtchev se rend lui-même à Tirana et propose à l'Albanie de devenir le «verger du Comecon» et de s'intégrer au sein d'une division internationale du travail dominée par Moscou. Le dirigeant soviétique offre

⁶⁴ Georges Castellan, *op. cit.*, p. 81.

⁶⁵ Cité dans Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 139.

⁶⁶ Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 145.

effectivement à Hodja de «faire de son pays un jardin». L'Albanie doit donc renoncer à l'industrialisation lourde, et on l'encourage à axer son développement économique sur les produits agricoles d'exportation en échange de l'importation de biens d'équipement et de production. Pour le Parti du travail albanais, le refus d'accorder la priorité à son industrie lourde revient en fait à refuser à l'Albanie les moyens de son indépendance nationale. La nouvelle politique du Kremlin remet en question la ligne politique qu'avait jusque-là suivie Hodja. Il s'oppose alors à une telle division internationale du travail au sein du Comecon, qui permet à l'Union soviétique d'étendre «ses processus d'accumulation sur un marché plus étendu et plus unifié⁶⁷». En 1961, Hodja affirme que son «Parti ne s'est pas laissé tromper par les sornettes des révisionnistes krouchtchéviens qui visaient à faire de [son] pays un de leurs appendices agricoles⁶⁸». L'intérêt national du pays s'exprimant par la construction du socialisme dans un seul pays, le régime reste fidèle à Staline, et poursuit l'industrialisation socialiste.

L'unité du bloc communiste sous la direction du Kremlin avait jusque-là posé le risque d'un isolement de l'Albanie du reste du monde communiste, et ainsi empêché Hodja de résister ouvertement à la ligne politique de Krouchtchev. Profitant de la divergence sino-soviétique, l'Albanie s'allie à Mao et s'assure ainsi du maintien du régime envériste.

3.4 *Le rapprochement de Tirana et de Pékin*

Conscient de patiner sur une fine glace, tant au plan économique que politique, en s'opposant à Moscou, le gouvernement albanais place effectivement tous ses espoirs dans la Chine. Cette dernière émerge à l'époque comme la principale rivale du monde communiste et les déclarations des dignitaires chinois laissent peu à peu transparaître des réserves et des signes de désapprobation vis-à-vis de la politique de déstalinisation, de coexistence pacifique et de rapprochement avec l'Ouest pratiquée par Krouchtchev⁶⁹. La rencontre de Hodja avec Mao Tsé-tung lui permet d'asseoir sa conviction et le renforce dans sa tentative de résistance au Kremlin. Dès lors, «une ligne se réclamant de la stricte observance aux principes du marxisme-léninisme [relie] l'immense Chine à la minuscule Albanie⁷⁰».

⁶⁷ Éric Vigne, *op. cit.*, p. 233.

⁶⁸ Cité dans *ibid.*, p. 236.

⁶⁹ Paul Lendvai, *op. cit.*, p. 238.

⁷⁰ Jean Bertolino, *op. cit.*, p. 123.

Le conflit entre la direction de l'Union soviétique et celle d'Albanie apparaît véritablement pour la première fois à la Première Conférence de Moscou des Partis Communistes en 1957, alors que la délégation albanaise défend comme fondamentalement marxiste-léniniste une ligne proche des positions chinoises, au moment même où les relations sino-soviétiques connaissent un changement radical. Dès lors, le tournant des relations soviéto-albanaises est complètement lié à l'évolution des rapports entre Moscou et Pékin.

Malgré les tensions qui émergent, et apparaissent de plus en plus inévitables entre l'Albanie et l'Union soviétique, la situation reste relativement stable jusqu'à ce que la querelle éclate violemment à la rencontre de Bucarest en 1960. En effet, jusque-là, Hodja n'avait pas ouvertement critiqué la politique soviétique de Krouchtchev : son opposition s'exprimait à travers les dénonciations du révisionnisme yougoslave. Puis, lors du Congrès du Parti communiste roumain à Bucarest en juin 1960, les dirigeants albanais, en soutenant la délégation chinoise, réitérèrent leur dénonciation du caractère révisionniste de la Yougoslavie, et donnent ainsi aux Soviétiques un premier signe de leur réaligement politique vers l'Empire du Milieu. Pendant deux ans, l'Albanie sert de bouc émissaire dans le différend sino-soviétique, jusqu'à l'ouverture officielle de la polémique Moscou-Pékin en 1963⁷¹.

Après de nombreuses tentatives de réconciliation avec l'Albanie, Krouchtchev prend finalement la ferme décision de ramener la petite république des Balkans à l'ordre grâce à la pression économique. Ainsi, au cours de l'été 1960, alors que les récoltes sèchent au sol en Albanie, le blé promis par les Soviétiques se fait attendre. Krouchtchev affirme également que «l'Albanie doit ou bien accepter la coexistence pacifique ou bien s'exposer à être complètement détruite, elle et sa population, par une seule bombe... américaine⁷²». La tension monte, mais les Albanais sont franchement déterminés à maintenir leur défi contre ces mesures et Shehu, le Premier ministre albanais, fait une déclaration qui le prouve : «les impérialistes et les révisionnistes ont tout fait, et continueront de tout faire, contre notre pays socialiste, pour transformer l'encerclement géographique

⁷¹ Thomas Schreiber (1978), *op. cit.*, p. 41.

⁷² Cité dans Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 165.

en un blocus économique et en isolement politique⁷³». La colère des dirigeants albanais éclate finalement en novembre 1960, à la Conférence des 81 Partis communistes. Dénonçant le chantage soviétique, parce que le Parti du travail albanais refuse de se soumettre à la direction soviétique, Hodja fait alors cette déclaration épique : «Nous autres, Albanais, préférons rester sans pain plutôt que de trahir les principes du marxisme-léninisme⁷⁴». L'Albanie se présente alors comme le phare du socialisme en Europe orientale.

Le blocus soviétique, qui met presque l'Albanie au bord de la famine, est d'ailleurs «une occasion bénie pour Enver Hodja d'appeler à resserrer les rangs du Parti⁷⁵». À la dénonciation du régime soviétique krouchtchévien suivent effectivement de nombreuses purges menées contre les éléments prosoviétiques et anti-envériste du Parti : des trente et un membres du Comité central élu en 1948, seulement neuf y survivent. S'appuyant sur les instincts nationalistes les plus profonds du peuple, et tout en maintenant l'illusion de la menace extérieure, Hodja et sa clique gouvernent désormais le pays de façon absolue et brutale⁷⁶.

3.5 *L'Albanie dressée contre le révisionnisme et l'impérialisme soviétique*

Comme le schisme soviéto-yougoslave en 1948, le conflit sino-soviétique donne l'occasion aux dirigeants albanais de proclamer, comme l'avait fait Tito quinze ans auparavant, la «vérité absolue» du marxisme-léninisme et de rompre avec l'Union soviétique⁷⁷. La rupture de Tirana avec Moscou en 1961 est donc présentée comme une lutte de l'Albanie pour le marxisme-léninisme et contre le révisionnisme krouchtchévien. Les attaques menées contre la Yougoslavie sont en fait des dénonciations de la politique de l'Union soviétique. Un article, paru dans *Zeri i Popullit*, résume les principaux points de discorde entre Moscou et Tirana, tels qu'ils sont présentés par les dirigeants albanais :

Le Parti du Travail d'Albanie considère la lutte sans merci et sans compromis contre le révisionnisme et, en particulier, contre la clique révisionniste traîtresse de Tito, comme une condition nécessaire de la défense de l'intérêt national de notre pays, pour la sauvegarde de la

⁷³ Cité dans Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 170.

⁷⁴ Cité dans Elisabeth et Jean-Paul Champseix, *op. cit.*, p. 34.

⁷⁵ *ibid.*, p. 70.

⁷⁶ Paul Lendvai, *op. cit.*, p. 242.

⁷⁷ Georges Castellan, *op. cit.*, p. 83.

pureté du marxisme-léninisme [...]. Le Parti du Travail d'Albanie est décidé à poursuivre la lutte de principe contre le révisionnisme contemporain avec fermeté et logique jusqu'au bout, et sans compromis⁷⁸.

En se réfugiant dans l'idéologie, en réaffirmant son attachement au stalinisme et, en refusant la politique de déstalinisation imposée par Krouchtchev, Hodja cherche ainsi à garantir l'indépendance de l'Albanie. La polémique albanosoviétique porte alors sur deux thèmes. En un premier temps, le Parti du travail albanais s'en prend à la division internationale socialiste du travail que cherche à lui imposer Moscou. La fidélité au stalinisme lui assure effectivement la poursuite de la construction du socialisme dans un seul pays, et permet ainsi à l'Albanie de maîtriser les processus d'accumulation dans le cadre d'une économie autosuffisante.

En deuxième lieu, Hodja s'attaque à la conception krouchtchévienne de l'internationalisme prolétarien. S'opposant à la cessation brutale de toute aide soviétique et à l'extension, par Moscou, «des divergences entre les deux Partis aux relations économiques et diplomatiques entre les deux pays⁷⁹», Tirana cherche effectivement à définir l'internationalisme prolétarien comme le droit d'un petit Parti de traiter d'égal à égal avec un grand Parti. La rupture de l'Albanie avec l'Union soviétique consiste donc à affirmer le droit d'un petit Parti à avoir ses propres positions. Lors de la Conférence à Moscou, Hodja attaque violemment Krouchtchev et affirme ainsi que l'Albanie constitue «un petit pays, un petit peuple [... qui] a beaucoup souffert, mais aussi beaucoup lutté. La liberté dont [elle jouit] aujourd'hui, personne ne [lui] en a fait cadeau⁸⁰». Pour Hodja, le seul «crime» que Krouchtchev attribue au Parti du travail, c'est d'être le petit Parti d'un petit pays pauvre qui ne devrait, par conséquent, pas exprimer son opinion. Hodja affirme alors que les Soviétiques sont aussi dangereux et agressifs que les capitalistes américains⁸¹. Ils sont également agressifs, perfides, et à la poursuite de la puissance. Pour lui, l'Union soviétique, comme les États-Unis, cherche à maintenir et à étendre leur domination dans

⁷⁸ Cité dans Thomas Schreiber (1978), *op. cit.*, p. 33.

⁷⁹ Éric Vigne, *op. cit.*, p. 234.

⁸⁰ Cité dans Sonia Combe et Ivaylo Ditchev (dir.), *op. cit.*, p. 89.

⁸¹ Elez Bebiraj, *op. cit.*, p. 11.

les affaires mondiales; tous deux continuent d'oppresser, d'exploiter, de manipuler et de menacer les petites nations⁸².

En somme, la spécificité de la politique étrangère albanaise et la rupture qu'impose Hodja à Krouchtchev s'expliquent par la fidélité à l'idéologie stalinienne, laquelle assure l'indépendance nationale tant recherchée depuis la fin du Second conflit mondial. L'allégeance au stalinisme permet effectivement aux dirigeants albanais d'affirmer leur souveraineté nationale face à la puissance soviétique, qui entendait la limiter en rejetant l'indépendance économique de l'Albanie telle que conçue par le Parti du travail albanais par la seule priorité à l'industrialisation lourde, et en cherchant à imposer ses vues à Tirana. Le nationalisme des dirigeants albanais cherche ainsi à s'exprimer dans un internationalisme prolétarien qui n'est que «le droit d'un petit pays d'avoir des intérêts spécifiques, de les affirmer et de les défendre souverainement, [...] le droit des peuples et des petites nations à choisir souverainement leur destin⁸³». Hodja ne manquera pas d'ailleurs pas de le rappeler à la Chine en 1978.

Malgré la fin brutale des relations diplomatiques avec l'Union soviétique dès 1961, l'Albanie poursuit des relations diplomatiques et commerciales avec les autres pays de l'Est et participe aux congrès des Partis communistes est-européens. La querelle avec le Kremlin continue néanmoins, et est même accentuée par la brouille croissante entre Moscou et Pékin. Hodja poursuit ses attaques constantes contre le révisionnisme de Tito et la politique étrangère des dirigeants soviétiques, tout en faisant l'apologie de Staline. La presse albanaise devient prochinoise, antisoviétique, antirévionniste et anti-yougoslave. En 1963, la direction envériste dénonce ainsi le «compromis sans principe du groupe de Krouchtchev avec l'impérialisme américain» lors du dénouement de la crise cubaine. Puis, au cours de l'année 1964, la démission de Krouchtchev est saluée à Tirana «comme une grande victoire des forces marxistes-léninistes mondiales dans leur lutte sans merci contre le révisionnisme moderne, un hommage à la politique bien connue de notre Parti⁸⁴». Or, il apparaît assez rapidement que les nouveaux dirigeants du Kremlin poursuivent une politique

⁸² Peter R. Prifti, *op. cit.*, p. 247.

⁸³ Éric Vigne, *op. cit.*, p. 246.

⁸⁴ Cité dans Thomas Schreiber (1978), p. 43.

fidèle à celle de Krouchtchev, le gouvernement albanais continue ses charges contre l'Union soviétique.

La rupture est finalement consacrée en 1968, au moment où l'Union soviétique réalise l'excommunication de l'Albanie au XXIIe Congrès. Dès lors, Tirana adopte une politique étrangère hostile à l'Europe de l'Est et l'Albanie se retire du Pacte de Varsovie après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Les autres pays de l'Est suivent alors l'exemple de Moscou et l'Albanie, unie à la République populaire de Chine, est désormais «entourée du grand océan bourgeois-révisionniste [...] qui a touché les pays de l'Est⁸⁵».

Plutôt que l'aide économique soviétique, évaluée à près de 600 millions de dollars durant la période d'après-guerre, et qui se révèle d'ailleurs indispensable au développement, voire à la survie du pays, l'Albanie fait donc le choix, dès 1961, d'un protecteur distant⁸⁶. Le «Pays des Aigles» opte ainsi pour l'indépendance et la pauvreté plutôt que la soumission et la prospérité.

3.6 *L'Albanie plongée dans le désastre économique*

En effet, dès le mois d'avril 1961, l'Union soviétique cesse brutalement son aide en l'Albanie. Non seulement Moscou met-il fin à toute coopération militaire, mais la coupure porte surtout un dur coup à l'économie albanaise, dont 50% du commerce extérieur se faisait avec l'Union soviétique. De plus, de 1956 à 1960, les prêts soviétiques avaient permis le financement de près de 8% des investissements et consistaient en une importante part des investissements industriels. Le plan quinquennal s'était réalisé grâce aux machines et aux équipements des pays d'Europe de l'Est et les industries domestiques étaient basées sur des importations en provenance de l'Union soviétique, ce qui rend dès lors les remplacements de pièces difficiles. La situation atteint un point critique tel que, à partir de 1967, l'industrie albanaise est principalement dédiée à la production de pièces de rechange⁸⁷. Suite à cette scission, les experts soviétiques sont aussi peu à peu remplacés par des spécialistes chinois. La fin des relations entre l'Albanie et l'Union soviétique a finalement pour conséquence de suspendre les crédits et les livraisons soviétiques : les crédits soviétiques et est-allemands promis pour

⁸⁵ Cité dans Michel Roux (dir.), *op. cit.*, p. 62.

⁸⁶ Paul Lendvai, *op. cit.*, p. 239.

⁸⁷ Georges Castellan, *op. cit.*, p. 103.

le plan quinquennal de 1961-1965 sont annulés, menaçant ainsi tout le développement du pays.

Malgré l'annonce, en 1961, de l'attribution de crédits de 125 millions de dollars visant à «délouer et annihiler le blocus impérialiste et révisionniste⁸⁸», et qui permet de payer la construction des projets industriels du troisième plan quinquennal, malgré la livraison de blé canadien acheté par Pékin, l'aide chinoise n'atteint jamais des niveaux semblables à ceux de l'aide soviétique. La Chine ne participe en fait que très peu au financement des plans quinquennaux subséquents : son apport représente à peine le cinquième de ce qu'ont versé les Soviétiques et n'arrive par conséquent pas à empêcher la crise occasionnée par la rupture. En même temps, le pays fait face à une grave crise de la production agricole et les denrées ne suffisent plus à nourrir une population constamment en croissance⁸⁹. L'obsession des dirigeants pour le développement de l'industrie lourde a effectivement comme conséquence de laisser loin derrière le développement de l'agriculture. En 1966, Hodja avoue lui-même que la période de 1961 à 1965, prévue pour inaugurer l'étape de l'édification de la société socialiste intégrale, a été la plus difficile que le Parti ait eu à affronter depuis la Libération.

En réalisant une rupture avec l'Union soviétique au nom du national-communisme, l'Albanie se prive donc d'une aide économique substantielle et Hodja entraîne tout un peuple dans la misère et le désespoir économique. En dépit de ces résultats, Hodja n'hésitera cependant pas à réitérer l'opération en 1978, isolant cette fois complètement son pays du reste du monde communiste.

4. Dernière rupture : la fin des échanges avec l'Empire du Milieu

Dès le début des relations de l'Albanie avec la Chine, Hodja abandonne le modèle soviétique et se concentre désormais à copier le socialisme maoïste. Tout au long de la décennie des années soixante, les deux ennemis de l'Union soviétique entretiennent ainsi des relations très étroites, mais la politique révisionniste de Pékin apparaît comme une menace à l'intérêt national albanais et introduit des tensions dans les relations sino-albanaises. Puis, comme la mort de Staline en 1953, la mort de Mao en 1976 change

⁸⁸ Cité dans Thomas Schreiber (1978), *op. cit.*, p. 40.

⁸⁹ Paul Lendvai, *op. cit.*, p. 246.

complètement les relations de l'Albanie envériste avec la Chine, et entraîne la rupture. Cette scission idéologique est alors l'expression du nationalisme envériste. Le régime communiste de Hodja ancre encore davantage l'image de l'Albanie, forteresse assiégée.

4.1 *À l'exemple de la Chine, la mini-révolution culturelle de l'Albanie*

Mis à l'évidence des graves difficultés économiques et de l'impossibilité d'atteindre un niveau de vie appréciable, en raison de la fin de l'aide soviétique, le régime communiste albanais s'embarque, à partir de 1967, et sous l'influence de la Révolution culturelle chinoise, dans la mise en œuvre d'une révolutionnarisation semblable à celle que réalise Mao. Cette révolution, synthétisée par le slogan «Penser, travailler et vivre en révolutionnaires» conduit à l'éradication de la petite propriété artisanale et des milliers de cols blancs sont envoyés dans la production industrielle ou agricole⁹⁰. Il s'agit de mobiliser les énergies pour réaliser le IVe plan quinquennal, lequel implique une plus grande industrialisation de l'économie et l'électrification complète du pays, suivant le modèle stalinien auquel Hodja reste fidèle⁹¹.

Le passé des Albanais est aussi complètement remodelé et exagérément valorisé. La révolution idéologique entreprise dans les années soixante ne vise alors pas seulement la formation d'un «homme nouveau», doté d'une conscience socialiste, et désormais dénué de ses mentalités bourgeoises, mais cherche également à détruire les structures sociales traditionnelles. Les dirigeants nationalistes cherchent ainsi à inspirer un sentiment unitaire, il s'agit de former des citoyens albanais dont la seule religion soit l'«albanité», condition essentielle à l'exploitation d'un sentiment d'indépendance forcenée, qui aboutit à couper la population albanaise du reste du monde. Aussi le pays devient-il officiellement athée et, dans la seule année de 1967, 2 169 églises, mosquées et monastères sont fermés par le pouvoir communiste⁹². De cette révolution communiste doit naître l'Albanie nouvelle, «dépositaire de la vérité marxiste-léninisteantirévissionniste⁹³». La dépendance envers l'État stalinien est dorénavant totale.

⁹⁰ Georges Castellan, *op. cit.*, p. 88.

⁹¹ Peter R. Prifti, *op. cit.*, p. 60.

⁹² Bocivrkiv R. Bodhan et John W. Strong (éd.) (1975), *Religion and Atheism in USSR and Eastern Europe*, p. 403.

⁹³ Jean-Paul Champseix, *op. cit.*, p. 157.

La copie du modèle chinois mène donc, dans toute sa démesure, jusqu'à la révolution culturelle. Or, si, de l'extérieur, les années 1965-1970 évoquent la mise en application du modèle chinois en Albanie, il apparaît que, déjà à cette époque, le Parti albanais marque ses distances vis-à-vis de l'Empire du Milieu.

4.2 *Le Printemps de Prague de 1968 : une révision des relations avec les voisins*

Lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les pays du Pacte de Varsovie, dirigés par l'Armée rouge, en 1968, au cours de ce qui sera baptisé «Le Printemps de Prague», Hodja proteste fortement. Non pas qu'il approuve la politique de libéralisation de Dubcek, mais bien parce qu'il est préoccupé par la menace d'une intervention militaire des Soviétiques, cette invasion lui apparaissant alors comme la première étape d'un vaste plan de remise en ordre en Europe de l'Est⁹⁴. La Chine, déjà incapable de prévenir les problèmes économiques sérieux que connaît l'Albanie, apparaît dès lors aussi peu propice à assurer la sécurité du pays contre une attaque des pays voisins⁹⁵. N'étant plus protégée par le Pacte de Varsovie, la vulnérabilité militaire de l'Albanie pousse donc Hodja à un rapprochement bref et discret avec la Yougoslavie, et qui se traduit par la diminution, pendant quelque temps, de la polémique. Un article de *Zeri i Popullit* souligne ainsi que, en cas d'agression de la Roumanie ou même de la Yougoslavie, l'Albanie se tiendra à leur côté. Les divergences idéologiques cèdent donc le pas à l'intérêt national : la politique étrangère envériste est de nouveau dirigée par la menace d'une puissance étrangère, et elle vise d'abord et avant tout la sauvegarde de la souveraineté nationale.

Puis, dès 1969, l'extrême méfiance des Albanais quant aux diverses négociations internationales, telles que Helsinki, Pékin et Bonn-Moscou, indique que Tirana craint toute évolution favorable des discussions. En effet, une reprise des relations sino-soviétiques présente le risque d'une réconciliation des grands frères ennemis du communisme même si, à cette époque, ce rapprochement est encore peu probable⁹⁶. C'est pourquoi Hodja normalise ses relations *étatiques* avec ses voisins, et ce, malgré les divergences idéologiques. Malgré la politique de la Détente en Union

⁹⁴ Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 190.

⁹⁵ Peter R. Prifti, *op. cit.*, p. 245.

⁹⁶ Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 196.

soviétique, et la volonté de rapprochement du Kremlin à l'égard de Tirana, Hodja refuse pourtant toute idée de trêve avec les Soviétiques.

Hodja désavoue également le choix, même temporaire, entre Moscou et Washington. En évoquant des considérations idéologiques dans la justification d'une telle politique, la direction albanaise cherche en fait à assurer la souveraineté nationale puisqu'elle juge que les deux superpuissances sont agressives et hégémoniques. Ainsi, le Parti du travail refuse catégoriquement de participer à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et l'Albanie est aussi le seul pays en Europe à ne pas participer au Sommet d'Helsinki, rejetant «la pourriture bourgeoise de l'Europe⁹⁷», et dénonçant le caractère trompeur de cette conférence, qualifiée de «piège tendu par les deux superpuissances aux peuples européens⁹⁸».

Si l'Albanie, en se rapprochant de la Yougoslavie, n'hésite pas à outrepasser les divergences idéologiques pour assurer son indépendance et sa sécurité, elle n'hésite pas non plus à négliger l'alliance idéologique qui la relie à la Chine lorsque celle-ci menace son autonomie.

4.3 *La théorie des trois mondes de Pékin et la politique d'ouverture à l'Ouest*

À partir des années soixante-dix, le régime albanais présente effectivement une politique étrangère différente de celle adoptée par la Chine. À cette époque, cette dernière se lance dans une offensive diplomatique plus souple et, tout comme Krouchtchev dans les années cinquante, Pékin adopte une politique d'ouverture à l'Ouest. La «théorie des trois mondes» soutient alors que, pour lutter contre l'impérialisme des deux superpuissances, il est convenable de s'allier à des pays capitalistes de second ordre ou du tiers monde. Or, il est inacceptable, soutient Hodja, de collaborer ouvertement avec la bourgeoisie au nom de la lutte contre le social-impérialisme soviétique⁹⁹ et il répète donc sans cesse «qu'on ne peut s'appuyer sur un impérialisme pour en combattre un autre¹⁰⁰». La Chine cherche, selon Hodja, à s'entendre avec l'Occident contre la volonté de l'Albanie de contester l'équilibre des forces entre les grandes

⁹⁷ Cité dans Élisabeth et Jean-Paul Champseix, *op. cit.*, p. 59.

⁹⁸ Elez Biberaj, *op. cit.*, p. 11.

⁹⁹ Jean Bertolino, *op. cit.*, p. 130.

¹⁰⁰ Cité dans Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 217.

puissances¹⁰¹. L'attitude albanaise n'est donc pas changée, et Tirana reste fidèle à la théorie de la Guerre froide de la division du monde entre les révolutionnaires marxistes et les autres, les forces de l'impérialisme, du fascisme, du révisionnisme et de la réaction. En s'opposant à la politique des trois mondes, Hodja réaffirme ainsi sa volonté de souveraineté face à un allié plus puissant, son désir de maintenir le régime stalinien et d'établir, sans influence extérieure, sa propre politique étrangère¹⁰². La visite du Président américain Nixon à Pékin en 1972 étant perçue à Tirana comme une collusion de leur allié avec l'ennemi, et menaçant ainsi l'Albanie, produit la véritable cassure entre les deux pays. Elle mène, quelques années plus tard, à la rupture absolue.

4.4 *La politique des quatre modernisations*

En même temps que sa théorie des trois mondes, la Chine est préoccupée par les «quatre modernisations de l'industrie, de l'agriculture, de la défense nationale, des sciences et techniques» annoncées en 1975 par Chou En-laï et affiche une volonté de devenir, avant la fin du siècle, une troisième grande puissance. Dès lors, Pékin hésite à financer l'industrialisation de l'Albanie, jugée trop coûteuse, alors que d'autres secteurs d'exportation de l'industrie légère pouvaient être développés aux prix d'une ouverture sur le marché mondial. Ce qui signifie alors que l'Albanie doit s'ouvrir aux échanges internationaux de produits agricoles et industriels légers contre des biens d'équipement, ce qui revient à dire qu'elle doit abandonner le modèle stalinien qu'elle a fait sien. Pour Tirana, l'assistance technique chinoise implique désormais trop de concessions¹⁰³.

En dépit de leur irritation croissante, ce n'est pourtant qu'à partir de 1977 que les Albanais publient des articles qui rendent compte des divergences sino-albanaises. Puis, la mort de Mao, l'arrivée au pouvoir de Hua Kuo-feng et l'écrasement de la «bande des Quatre» ne vient qu'envenimer les relations, déjà sensibles dès cette époque¹⁰⁴. Les dirigeants albanais, sortant de leur mutisme, s'acharnent dès lors ouvertement contre la Chine. Ainsi, au cours du voyage du président Hua Kuo-feng en Yougoslavie, la direction du Parti albanais accuse la Chine de tenter «d'étendre sa domination sur les peuples balkaniques [...] Le premier

¹⁰¹ Éric Vigne, *op. cit.*, p. 233.

¹⁰² Peter R. Prifti, *op. cit.*, p. 244.

¹⁰³ Éric Vigne, *op. cit.*, p. 235.

¹⁰⁴ Georges Castellán, *op. cit.*, p. 95.

but de la politique chinoise est de s'allier avec l'impérialisme américain afin d'ériger une barrière contre les ambitions expansionnistes de l'U.R.S.S. et ainsi prendre sa place¹⁰⁵». Les discours hostiles contre les révisionnistes que prononce Hodja, et sa désapprobation de la politique d'ouverture de la Chine, font donc de nouveau écho à l'intérêt national tel que le définissent les dirigeants albanais. Les ambitions chinoises de s'ériger en troisième puissance rappellent effectivement la menace traditionnelle pour Tirana d'être placée sous l'influence d'un allié trop imposant. Tirana réaligne alors sa politique étrangère.

4.5 *Tirana s'oppose à la politique révisionniste de Pékin*

En 1978, les Albanais franchissent un nouveau pas dans l'escalade de leurs accusations et rangent les Chinois aux côtés des Soviétiques et des Américains, des impérialistes. Dès lors, jugeant que l'Albanie a dépassé les limites, Pékin rompt toute aide économique, de façon aussi brutale que l'avait fait l'Union soviétique en 1961, et retire également tous ses experts. Le Comité central du Parti albanais explique l'arrêt des relations avec la Chine par une divergence idéologique :

La Chine a pris position contre le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, elle a adopté et suit une politique chauvine et de diktat de grande puissance, elle applique des pratiques hégémoniques et entreprend des actes arbitraires et brutaux de superpuissance... L'Albanie ne se rendra jamais à personne, elle restera fidèle jusqu'au bout au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien, elle marchera sans arrêt sur la voie du socialisme et du communisme, éclairée des enseignements immortels de Marx, Engels, Lénine et Staline¹⁰⁶.

On retrouve donc les mêmes thèmes que ceux utilisés en 1948 et 1961 : Pékin est accusée de manquement à l'internationalisme prolétarien, puisqu'elle n'a pas répondu aux critiques formulées par Tirana concernant les tentatives chinoises de rapprochement avec l'Union soviétique contre les États-Unis dans les années soixante, puis son rapprochement avec les États-Unis contre l'Union soviétique après 1972. En effet, pendant près de quinze ans, la direction albanaise a manifesté son désaccord à la Chine, par le biais de lettres secrètes, mais Pékin n'a jamais daigné lui répondre. Toujours le même mépris, présent chez les Yougoslaves, les Soviétiques et maintenant

¹⁰⁵ Cité dans Thomas Schreiber (1978), *op. cit.*, p. 59.

¹⁰⁶ Cité dans Georges Castellan, *op. cit.*, p. 96.

chez les Chinois. La direction albanaise juge ces événements comme une atteinte à la souveraineté du Parti et se double, pour Tirana, d'une attaque contre l'indépendance de l'Albanie par le refus de lui donner les moyens de son autonomie économique grâce à l'industrialisation lourde. Comme la Yougoslavie, puis l'Union soviétique, la Chine a rejeté l'indépendance économique de l'Albanie et a cherché à imposer ses vues à Tirana¹⁰⁷. De nouveau, tout en présentant une nature idéologique, cette rupture répond donc à l'intérêt national tel que défini par Hodja. L'Albanie n'est pourtant pas à l'abri des fautes qu'elle a dénoncées en Union soviétique et en Chine puisque ces dites fautes, qualifiées de révisionnisme moderne à Tirana, sont en fait le résultat d'un nationalisme excessif qui amène les dirigeants à entreprendre des actions «uniquement destinées à accroître le prestige, la puissance ou la sécurité de leurs pays respectifs au détriment des idéaux internationalistes¹⁰⁸», souligne Bertolino.

En somme, coûte que coûte, le pays compte préserver son indépendance et Tirana n'entend donc pas modifier son attitude : Moscou, de même que Washington, et dorénavant Pékin, sont des adversaires. Ayant rompu avec tous les pays communistes pour répondre à des aspirations d'indépendance économique et politique totale, opposée aux deux ennemis traîtres, l'Albanie se présente dès lors comme le seul pays véritablement marxiste-léniniste dans le monde¹⁰⁹. «Les positions internationales de l'Albanie sont inébranlables et invincibles¹¹⁰» soutient Tirana. Le pays est désormais complètement livré à lui-même, sans aide économique et militaire et sans appui idéologique. «Croyant préserver leur nation, les dirigeants albanais ne font que la rendre plus vulnérable¹¹¹».

En effet, cette nouvelle rupture mène à l'arrêt complet de l'aide économique et militaire de la Chine vers l'Albanie, et laisse ainsi cette dernière sans protecteur étranger. Cette scission coûte donc très cher à l'Albanie. En s'efforçant de construire le modèle stalinien du socialisme dans un seul pays, le régime envériste suit alors la voie de l'autarcie. Le désastre est à la mesure de l'utopie. Dans ce pays à majorité rurale, le vaste programme d'hydroélectricité ne donne pas les résultats escomptés,

¹⁰⁷ Éric Vigne, *op. cit.*, p. 237.

¹⁰⁸ Jean Bertolino, *op. cit.*, p. 135.

¹⁰⁹ Raymond Zickel et Walter R. Iwaskiw (éd.), *op. cit.*, p. 248.

¹¹⁰ Cité dans Thomas Schreiber (1978), *op. cit.*, p. 50.

¹¹¹ Éric Vigne, *op. cit.*, p. 203.

l'appareil industriel est obsolète et polluant, le produit du secteur pétrolier n'est pas suffisant, l'autosuffisance en céréales n'est plus possible et, enfin, plusieurs produits alimentaires manquent. Le régime stalinien semble avoir plongé l'Albanie dans un profond désastre économique¹¹².

5. Compter sur ses propres forces : l'Albanie, citadelle assiégée

À l'idée stalinienne de la construction du socialisme dans un pays entouré de capitalistes, l'Albanie envériste propose désormais l'image d'un pays qui construit le socialisme dans un état de siège imposé par ses ennemis impérialistes et révisionnistes¹¹³. En s'érigeant en citadelle idéologique, l'Albanie cherche ainsi à établir une forteresse assiégée, garante de l'indépendance nationale et protégée de toute ingérence étrangère.

La rupture avec la Chine étant consacrée, l'Albanie se raidit sur sa Constitution et se pose alors pour objectif de fonder son développement sur «ses propres forces». La Constitution de 1976 stipule effectivement que, dans l'édification du socialisme, aucune aide étrangère, des États capitalistes, bourgeois et révisionnistes ne peut être acceptée par l'Albanie¹¹⁴. Le Pays des Aigles, soutient le régime envériste, est dorénavant le seul véritable État marxiste dans le monde. Au nom de l'intérêt national, jusqu'à la fin, l'Albanie reste donc fidèle à un communisme orthodoxe stalinien. Le national-communisme de Hodja a dès lors pour effet de retarder le développement économique de l'Albanie. La technologie obsolète, le manque d'experts et la mauvaise administration entraînent un déclin de la production et forcent le régime à diminuer ses importations en raison d'un manque de devises¹¹⁵. Le niveau de vie de la population baisse considérablement et les queues reparaissent pour l'appropriation des produits alimentaires¹¹⁶. Alors que la Yougoslavie obtient un prestige international en tant que pays indépendant, l'Albanie reste cependant dans l'ombre.

¹¹² Michel Roux (dir.), *op. cit.*, p. 68.

¹¹³ Peter R. Prifti, *op. cit.*, p. 259.

¹¹⁴ Michel Roux (dir.), *op. cit.*, p. 58.

¹¹⁵ Elez Biberaj, *op. cit.*, p. 7.

¹¹⁶ Georges Castellan, *op. cit.*, p. 97.

Pourtant, au début des années quatre-vingt, tout en poursuivant les attaques contre «les impérialistes, les socio-impérialistes, les réactionnaires et autres ennemis des peuples¹¹⁷», l'Albanie adopte une politique étrangère plus pragmatique¹¹⁸ et intensifie son activité diplomatique, à la recherche de contacts avec les pays européens, africains, asiatiques et latino-américains, mais refuse toujours quelque relation que ce soit avec l'une des superpuissances. Hodja estime que «les relations normales sur le plan commercial ne violent en rien les principes de la politique albanaise¹¹⁹». On note ainsi, à partir de la fin de la décennie des années soixante-dix, un réchauffement des rapports de l'Albanie avec la Grèce, alors que les deux pays signent un accord commercial et inaugurent une ligne aérienne entre les deux capitales. Mais, surtout, avec la mort de Tito en 1980, l'Albanie renoue des contacts avec la Yougoslavie, sans toutefois revenir sur les accusations portées contre les révisionnistes. Au-delà de la fidélité au stalinisme, la politique étrangère de Hodja répond dès lors à l'intérêt national et à la nécessité économique d'entretenir des liens avec certains pays. La mort de Hodja en 1985 et la prise du pouvoir par son successeur Ramiz Alia accentuent encore davantage l'ouverture du régime sur le monde occidental, notamment vers l'Europe. Cette nouvelle période dans l'histoire du régime communiste albanaise est ainsi marquée d'une volonté de changer l'image de l'Albanie «considérée comme un pays isolé et dogmatique¹²⁰».

6. Conclusion : l'Albanie aujourd'hui ou l'échec d'une utopie

En faisant du modèle stalinien du socialisme dans un seul pays le garant de son indépendance nationale, Hodja subordonne ainsi l'idéologie à l'intérêt national albanaise. Ce national-communisme unique en Europe explique alors la singularité de la politique étrangère envériste, en plus d'éclairer la catastrophe économique que connaît aujourd'hui l'Albanie. En effet, l'indépendance nationale s'affirmant par la maîtrise du développement économique et du processus d'industrialisation, Tirana entreprend des ruptures successives avec ses alliés, lorsque ces derniers lui refusent la maîtrise complète de son développement, basé sur l'industrialisation lourde ou qu'ils cherchent à lui imposer une politique spécifique.

¹¹⁷ Cité dans Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 242.

¹¹⁸ Elez Biberaj, *op. cit.*, p. 13.

¹¹⁹ Cité dans Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 223.

¹²⁰ Georges Castellan, *op. cit.*, p. 116.

Or, non seulement le stalinisme prive-t-il ainsi l'Albanie d'aides et d'alliances économiques essentielles, mais l'échec de cette utopie réside également dans le fait que le modèle stalinien de l'industrialisation lourde ne correspondait nullement à la réalité albanaise, dont la société, encore féodale à la fin de la Seconde Guerre mondiale, était principalement basée sur l'agriculture. Le communisme albanais s'est voulu total et a mené à l'abolition complète de la propriété privée, à une complète collectivisation de l'agriculture et à une administration très centralisée. Dès lors, certes le régime stalinien a permis à l'Albanie de connaître un développement sans précédent, mais il reste que cette utopie a surtout fait de l'Albanie le pays le plus dévasté du monde communiste. L'échec économique du pays est total. Les industries sont aujourd'hui obsolètes et produisent mal. L'Albanie est donc incapable d'exporter un produit fini convenable. La société albanaise ignore la consommation et vit dans la disette permanente. Dans les années quatre-vingt-dix, le PNB par habitant équivaut à 800 dollars et la situation se détériore constamment¹²¹. Fonctionnant en vase clos et étant maintenue artificiellement en vie, l'économie albanaise s'est effondrée dès les premières ouvertures du régime.

Le successeur de Hodja, Ramiz Alia, a quelque peu modifié la politique étrangère de l'Albanie communiste en introduisant des relations, quoique très limitées, avec l'Occident. Mais c'est surtout grâce à la politique d'ouverture tout azimuth du président Sali Berisha, héritier du régime communiste, que l'Albanie des années quatre-vingt-dix cherche à s'ouvrir à l'Europe pour échapper au passé. Le pouvoir décide alors de renouer avec l'Union soviétique et les États-Unis et postule même pour faire partie de la CSCE¹²².

Le Pays des Aigles s'attelle alors également au redressement économique. Le modèle privilégié est celui du libéralisme, d'une privatisation rapide et générale. À l'utopie communiste, les Albanais ont donc aujourd'hui substitué l'utopie capitaliste. L'Occident autrefois diabolisé se présente désormais en bonne fée. L'Oncle Sam succède à l'Oncle Enver¹²³. Or, sans aide extérieure, sans argent, sans organisation efficace, sans tradition économique et industrielle moderne, l'Albanie ne

¹²¹ Jean-Paul Champseix, *op. cit.*, p. 158.

¹²² Jean-Paul Champseix, p. 161.

¹²³ Sonia Combe et Ivaylo Ditchev (dir.), *op. cit.*, p. 38.

pourra se relever. De plus, le poids du passé ne peut s'oublier si rapidement; la démocratie ne s'importe pas comme les capitaux. L'Albanie est un pays rescapé de l'expérience totalitaire communiste la plus complète. Dans ce pays des Balkans, les goulags n'ont fermé leurs portes qu'en 1991. Les Albanais n'ont pas confiance en leurs hommes politiques puisque les anciens leur ont menti et ont mené le pays à la ruine. Dans ce petit pays des Balkans, tout est donc à reconstruire. Hodja avait appris aux Albanais qu'ils étaient exceptionnellement chanceux. Ils comprennent aujourd'hui qu'ils sont exceptionnellement misérables¹²⁴.

¹²⁴ Élisabeth et Jean-Paul Champseix, *op. cit.*, p. 30.